



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 01 FEV. 2024

mettant en demeure la société EVONIK
de respecter des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 23 janvier 2004

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU** le code de l'environnement, notamment son article L. 171-8 ;
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'exploitant du 23 janvier 2004, modifié les 9 décembre 2009 et 19 octobre 2015 ;
- VU** le rapport du 28 novembre 2023 de la visite du 14 novembre 2023 de l'inspection des installations classées, sur le site de la société EVONIK à Lauterbourg ;

CONSIDÉRANT qu'il a été constaté, le 14 novembre 2023, que le bâtiment de stockage nommé L026, contenant des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols, n'était pas équipé d'une rétention alors qu'il y est soumis ;

CONSIDÉRANT que ce constat montre une non-conformité aux prescriptions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 janvier 2004 susvisé qui veut que : « *Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention, dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :
100 % de la capacité du plus grand réservoir,
50 % de la capacité totale des réservoirs associés.[...]* » ;

CONSIDÉRANT qu'il existe un risque avéré de pollution des eaux ou des sols par écoulement accidentel des produits stockés, et d'aggravation d'un éventuel incendie par la non-maîtrise d'une nappe enflammée ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

APRÈS échange contradictoire avec l'exploitant sur le rapport des services de l'inspection des installations classées ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er} : prescriptions à respecter

La société EVONIK située port du Rhin à LAUTERBOURG est mise en demeure de respecter, dans le délai de **neuf mois**, suivant la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'article 9.2.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 janvier 2004 qui veulent que :

« Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir,

50 % de la capacité totale des réservoirs associés.[...] »

Article 2 : mesures de publicité

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 3 : sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer aux prescriptions de la présente mise en demeure, il peut être fait, indépendamment des sanctions pénales encourues, application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 : voies et délais de recours

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 5 : exécution

- Le sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EVONIK, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Lauterbourg.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général


Mathieu DUHAMEL